



# 2SCALE

## Entreprendre et apprendre

### Karité du Bénin : des amandes et des « Elles »

**B**ien plus qu'un ingrédient culinaire prisé pour les sauces et les fritures, et bien plus qu'une source de revenus pour les femmes, le karité constitue sans doute une richesse inestimable du point de vue de sa valeur sociale et humaine. En effet, le « sheatulu », littéralement beurre végétal en langue mandingue, donne des ailes à environ 16 millions de petites productrices des villages d'Afrique de l'Ouest, en les incitant à sortir de leur isolement pour bâtir des organisations apprenantes et entreprenantes, où elles s'informent et se forment, créent des liens de solidarité, et mettent en œuvre des stratégies pour renforcer leur positionnement sur un marché en pleine croissance, exigeant mais attractif.

#### L'opportunité et le défi

Au cours des dix dernières années, stimulé par l'appétit croissant de l'industrie agroalimentaire et cosmétique, le prix du kilogramme de beurre de karité est passé de 300 F CFA à 1 000 F CFA à Cotonou. Mieux : de l'avis de Gilles Adamon, président-directeur général de Natura, une entreprise pionnière de la filière karité au Bénin : « lorsqu'il est produit selon les normes de qualité établies pour le label 'Out of Africa', le beurre de karité peut se vendre à des prix nettement plus rémunérateurs sur les marchés internationaux ». En effet, selon son étiquette et son emballage, le kilogramme de beurre labélisé bio, d'après certains sites Internet spécialisés, coûterait au consommateur 135 fois plus cher que le prix payé aux femmes de ce secteur en Afrique. Pour les acteurs de la filière (les ramasseuses d'amandes, les transformatrices, les commerçants, les intermédiaires, les industriels et même les collectivités territoriales), cela ouvre une opportunité de changement majeure, à la condition de relever un défi tout aussi important : celui de l'organisation.

Au Bénin, depuis 2009, l'IFDC appuie le développement d'un Pôle d'Entreprises Agricoles (PEA) autour du karité, en organisant ces différents acteurs au sein d'un réseau d'information, de collaboration et de développement de compétences tout au long de la chaîne de valeurs du karité. Sous-équipées, peu informées et faiblement rémunérées, les femmes restent encore les maillons les plus vulnérables de cette chaîne.

Le consortium 2SCALE



**BoP INNOVATION CENTER**  
DEVELOP ▶ LEARN ▶ ACCELERATE

Base of the Pyramid Innovation Center  
[www.bopinc.org](http://www.bopinc.org)



International Centre  
for development oriented Research  
in Agriculture  
[www.icra-edu.org](http://www.icra-edu.org)



International Fertilizer Development Center  
[www.ifdc.org](http://www.ifdc.org)



*« Aujourd'hui, au lieu de 400 F CFA, nous obtenons jusqu'à 800 F CFA le kilogramme, parfois même plus, parce que nous avons pu améliorer la qualité de notre produit. »*



## Prime à la qualité

Gangou Gonguéwé, 55 ans, est la présidente de l'Union Communale des Coopératives de Ramasseuses et de Transformatrices de Karité de l'arrondissement de Bori, dans la commune de Ndali, au nord-est du Bénin. Avec une superficie de 1 985 km<sup>2</sup>, Bori compte environ 31 000 habitants (essentiellement des petits producteurs de maïs, d'igname, de mil et de riz). Pour les membres de l'Union, un grand changement est en marche depuis la mise en place du PEA karité à Bori. Selon Gangou cela s'exprime en chiffres : « Il y a encore quelques années, notre beurre était noir à cause des impuretés et malgré tous nos efforts, il dégageait cette forte odeur qui faisait que les gens des villes n'en voulaient pas tellement. Aujourd'hui, au lieu de 400 F CFA, nous obtenons jusqu'à 800 F CFA le kilogramme, parfois même plus, parce que nous avons pu améliorer la qualité de notre produit. Pour la campagne 2012 par exemple, avec la dernière commande de l'entreprise béninoise Natura, certaines femmes ont gagné plus de 200 000 F CFA », se félicite celle que les femmes appellent « Présidenti ».

## Un marché vieux de plusieurs siècles

Depuis le XIV<sup>e</sup> siècle déjà, l'explorateur marocain Ibn Batouta, et à sa suite l'Écossais Mungo Park (XIX<sup>e</sup> siècle), entreprirent de révéler au monde la triple valeur culinaire, thérapeutique et cosmétique du « sheatulu ». Depuis, le commerce international du karité n'a cessé de se développer, avec notamment de grandes raffineries de karité en Europe et l'émergence d'un modèle de commerce qui se veut équitable.

La configuration globale de ce marché international présente deux approches. Certaines entreprises achètent directement le beurre de karité auprès des petits producteurs ruraux d'Afrique. D'autres, sans doute attirées par une main d'œuvre bon marché, garante de coûts de production plus compétitifs, installent plutôt des unités industrielles de raffinage dans les zones productrices de karité. C'est une opportunité en or que le PEA karité aide les membres de l'Union à traduire en succès commercial. Ce PEA est essentiellement constitué des 23 coopératives villageoises - regroupées au sein de l'Union que préside Gangou - et des entreprises Natura et LABEL-BENIN, spécialisées dans l'exportation de karité vers des marchés de niche en Europe et aux États-Unis. L'ONG 4 D (Droits, Devoirs et Développement Durable) fait office de bureau d'appui entrepreneurial auprès de ces acteurs. Le Directeur de cette ONG, Gbéou Urbain, résume le processus de mise en orbite de ce PEA : « L'IFDC a d'abord appuyé la formation des femmes sur les normes de qualité, et sur les paramètres simples relatifs à la teneur en humidité, le processus de lavage et surtout, la qualité des noix ».

## Un partenariat public-privé concret

Au-delà des relations commerciales entre l'Union et les entreprises exportatrices de karité, le développement du PEA a aussi favorisé l'émergence d'un partenariat public-privé visant à préserver la valeur économique et environnementale du karité. Dans cet esprit, l'Union a entrepris de faire un plaidoyer auprès des autorités communales de Bori afin de devenir partie prenante de cette dynamique de compétitivité territoriale enclenchée autour du karité. Ainsi, l'Union a négocié la prise en compte du karité dans le Plan de Développement Communal de Ndali et, en 2012, Gangou et ses pairs ont obtenu de la mairie un terrain pour construire le siège social de leur Union : « s'il nous fallait acheter ce terrain, il nous aurait coûté plusieurs millions », se félicite Gangou, à qui ces résultats semblent donner des ailes : « Maintenant, nous voulons dire au monde entier que désormais, nous sommes capables de produire du beurre de karité de bonne qualité, et en grande quantité ! ».

## Enjeux et perspectives

Malgré cet enthousiasme entrepreneurial, l'arbre ne doit pas cacher la forêt : l'Union est encore jeune, repose sur des coopératives peu structurées et, en dehors de Bori, les entreprises Natura et LABEL-BENIN restent son seul lien avec le marché extérieur. En outre, les femmes sont encore



« Nous devons être capables de nous organiser, de mutualiser la collecte et de standardiser la qualité. Ensemble, je crois que nous sommes capables de le faire. »

sous-équipées, réduites à vendre une grande partie de leur produit sur le marché local, dans des emballages de fortune le plus souvent recyclés, et qui n'inspirent pas confiance. De ce fait, les consommateurs des grandes villes continuent de préférer les huiles importées, pourtant plus chères et moins bénéfiques pour la santé.

La disponibilité et l'accès à la matière première posent actuellement un grand défi. Gangou constate que le karité se fait rare : « Du temps où nous étions jeunes, pour ramasser deux ou trois paniers de noix de karité, il suffisait de faire quelques pas en dehors du village. Aujourd'hui, pour un seul panier de karité, les femmes marchent des heures et des heures ». Et pour cause : partout en Afrique de l'Ouest, les villes et les villages grossissent, leur besoins en bois de chauffe et en charbon aussi, et les forêts subissent de plein fouet le poids de cette démographie énergivore. Pour Gangou et ses pairs, l'enjeu est donc double : améliorer leurs revenus et, en même temps, sauver l'arbre de karité de la menace d'extinction. Le défi aussi est double : elles doivent produire plus de karité (en mutualisant leur capacité) et, question tout aussi cruciale, elles doivent garantir à leur beurre une qualité à la hauteur des exigences des marchés locaux et internationaux.

### Relier les acteurs par l'information

Pour Gbéou Urbain, il reste encore beaucoup à faire : « Nous devons franchir une prochaine étape critique, c'est-à-dire construire une fédération nationale des professionnelles du karité, qui reposerait sur des unions, elles aussi portées par des coopératives très solides à la base. Nous devons aussi réussir à tirer avantage du développement des technologies de l'information pour mieux connecter les acteurs de la filière karité entre eux d'abord, ensuite pour leur permettre de suivre les marchés ». L'Association Karité Bénin, mise en place dans le cadre de l'initiative « Global Shea » lancée au Ghana en 2011, vise à bâtir une telle architecture organisationnelle et contribuer à rendre la filière plus compétitive, équitable et durable. Gilles Adamon, président-directeur général de Natura et président de cette jeune association, exprime l'ambition qui la porte : « L'IFDC a fait un travail de formation des producteurs à la base qui profite beaucoup aux entreprises en termes d'amélioration de la qualité de la matière première. Mais les acteurs restent insuffisamment reliés entre eux. Or, individuellement, nous sommes trop petits pour affronter le marché international. Nous devons être capables de nous organiser, de mutualiser la collecte et de standardiser la qualité. Ensemble, je crois que nous sommes capables de le faire ».



*Le projet 2SCALE est financé par le gouvernement néerlandais et mis en œuvre conjointement par IFDC, ICRA et BoP Inc. 2SCALE a démarré en juin 2012. Au cours des 5 prochaines années le projet développera 500 pôles d'entreprises agricoles dans 9 pays d'Afrique sub-saharienne, impliquant 1,1 million de petits producteurs agricoles.*